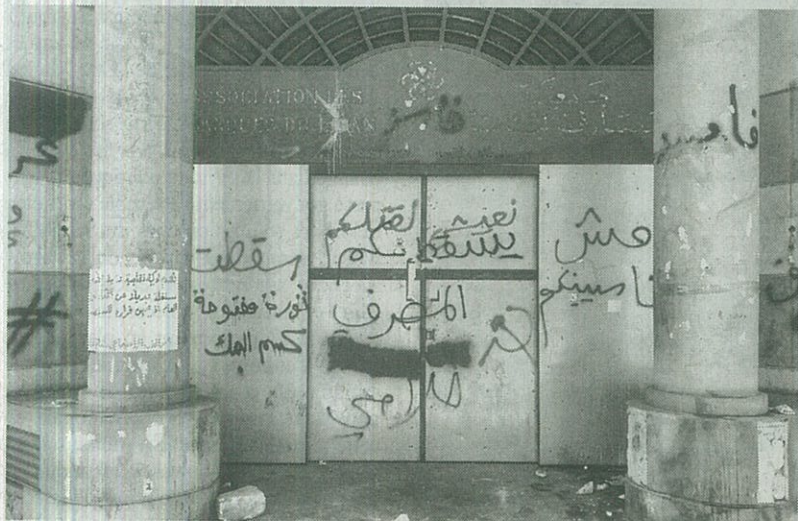


ussions avec le FMI : la question des hante toujours les banques



Le point de rupture entre les banques et l'État a été atteint en mars 2020, lorsque le gouvernement de Hassane Diab a annoncé sa décision de faire défaut sur les obligations d'État en devises (les eurobonds). Photo PH.B.

du par l'organisation en juillet.

Propos prophétiques du FMI

Or, si les banques avaient vivement critiqué l'évaluation des pertes figurant dans le plan du gouvernement (et qui doivent être aujourd'hui mises à jour), le FMI avait en revanche jugé les chiffres avancés par l'exécutif globalement exacts. Un avis exprimé notamment à travers les propos du vice-directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale de l'organisation, Athanasios Thanos Arvanitis, lors d'une intervention relayée par *L'Orient-Le Jour* le 14 juillet 2020. Il avait en outre estimé que toute tentative de minimiser les pertes à travers des « pratiques comptables » visant à « repousser » la mise en œuvre de « mesures difficiles » serait « très coûteuse », dans la mesure où elle « décalerait la reprise économique et affecterait les plus vulnérables ». Des propos prophétiques puisque confirmés à la fois par l'effondrement global de la monnaie qui a perdu plus de 90 % de sa valeur, par le PIB qui devrait encore se contracter de 11 % cette année, selon Bank Audi (après une chute de 25 % en 2020), ou par l'explosion du taux de pauvreté (74 % des personnes vivant au Liban, soit presque trois fois le niveau affiché en 2019).

De son côté, Bank Audi martèle que la répartition des pertes doit être « équitable » et que l'État, le « principal responsable de la situation actuelle », « devrait (en) assumer une bonne partie ». Les auteurs du rapport ajoutent que « le secteur

bancaire doit également assumer sa part des pertes », en précisant que « tout plan doit maintenir un niveau minimum de fonds propres ». Le montant de ces derniers devrait ainsi atteindre « 7 à 8 milliards de dollars après l'absorption de toutes les pertes » après restructuration – les fonds propres totaux des banques dépassaient les 20 milliards de dollars avant la crise selon les données publiées à l'époque – et un ratio minimal de « 15 % des actifs restructurés, en accord avec les standards en matière de capitalisation ».

Déficit public à 2 % du PIB

L'insistance de Bank Audi en particulier, et des banques en général, à exiger que l'État assume l'essentiel des pertes trouve notamment sa source dans le fait que les bilans des acteurs du secteur (BDL incluse) étaient très exposés à la dette publique. Ceux-ci avaient en effet massivement continué à investir dans les obligations d'État, moyennant d'importants rendements, malgré les signaux trahissant la fragilité du pays depuis au moins le milieu des années 2010. Le débat sur la responsabilité des banques reste aujourd'hui d'actualité, même si l'ABL a régulièrement appelé l'État à réduire ses déficits et à lancer les réformes réclamées par les organisations internationales et les agences de notation financières. Toujours est-il que le point de rupture entre les banques et l'État a été atteint en mars 2020 lorsque le gouvernement de Hassane Diab a annoncé sa décision de faire défaut sur les obligations d'État en

devises (les eurobonds). Au-delà de la question des pertes et de la restructuration du secteur bancaire, Bank Audi a également listé les autres conditions préalables à un accord avec le FMI en énumérant l'adoption d'une loi sur le contrôle des capitaux, l'unification des taux de change de la livre (alors que plusieurs taux coexistent aujourd'hui), l'adoption et l'exécution d'un budget prévisionnel de l'État qui table sur un ratio déficit/PIB de 2 %, ou encore la réforme du secteur de l'électricité. « Le plan de restructuration financière devra être accompagné d'un plan de stabilisation macroéconomique et budgétaire fiable de la part du gouvernement pour débloquer le soutien international », poursuit Bank Audi. Elle évoque notamment : la restructuration de la dette de manière à permettre au pays d'emprunter de quoi se relancer à court terme et assurer une « soutenabilité à moyen et long terme », une réduction du nombre de fonctionnaires, ou encore « un nouveau cadre de politique monétaire pour regagner la confiance ». La mise en place d'un filet de protection sociale et de réformes visant à doper le PIB font également partie des éléments cités.

La banque déplore enfin le dernier épisode de tensions entre le Liban et le Golfe, survenues suite à la réaction ulcérée de Riyad à des propos tenus par le ministre de l'Information Georges Cordahi sur la guerre au Yémen, estimant notamment les transferts financiers des « 380 000 membres » de la diaspora du Golfe vers le Liban à « 3 milliards de dollars par an ».

À noter qu'une partie des experts considèrent que l'adoption d'une loi sur le contrôle des capitaux est contre-productive à ce stade, dans la mesure où le secteur bancaire a restreint unilatéralement et depuis l'automne 2019 l'accès du commun des déposants à leurs comptes en devises, tandis que plusieurs milliards de dollars auraient été sortis du pays par des clients plus privilégiés sur la même période, comme le dénonçait en juillet 2020 l'ex-directeur général du ministère des Finances Alain Bifani. Bank Audi indique pour sa part que les dépôts – toutes monnaies confondues – se sont contractés de 6,7 milliards de dollars sur les neuf mois de 2021 (-4,8 %), contre une contraction de 16,7 milliards de dollars sur la même période en 2020 (-10,5 %).

MAISON D'HÔTE

Beit el-Laffé, une oasis de calme au cœur de Beyrouth



Beit el-Laffé veut offrir une expérience apaisante en plein cœur de la capitale. Photo DR

Nagi MORKOS

Malgré les multiples crises que traverse le Liban, certains projets du secteur touristique continuent d'attirer les visiteurs. C'est le cas de Beit el-Laffé, une maison d'hôte située dans le quartier Mar Mitra et qui compte trois suites réparties sur deux étages et un jardin entourant la maison. Il faut compter entre 70 et 90 dollars pour la chambre double. Par ailleurs, Beit el-Laffé organise régulièrement des soirées privées ainsi que différents ateliers autour du yoga et de la relaxation. C'est l'objectif de Christine Abi Azar : « Nous voulons créer un cocon dans lequel les clients peuvent vivre une expérience apaisante en plein cœur de la capitale, loin des difficultés quotidiennes », explique celle qui a lancé le projet avec deux amies, Pascale et Chantale Laffé.

Les trois femmes, à la recherche d'un projet porteur de sens, ont quitté leurs emplois dans des secteurs très éloignés de l'hôtellerie, comme la mode et le journalisme, pour s'y consacrer totalement. Dans cette maison, dont Pascale Laffé a hérité, les trois amies, qui se connaissent depuis une quinzaine d'années, ont plein de souvenirs en commun. Elles ont investi dans ce projet quelques centaines de milliers de dollars en fonds propres incluant la répartition des parts de la maison et toute sa rénovation.

Le hasard a fait que la maison d'hôte a ouvert en octobre 2019, au moment de la thaoura. « C'est comme si l'histoire du Liban de ces deux dernières années avait modelé celle de la maison. Beit el-Laffé aurait été très différente sans ce qui s'est passé. Au lieu de tuer le projet, ça l'a renforcé en amenant une énergie plus intense », ajoute Christine Abi Azar. Fortement touchée par la double explosion du 4 août, au cours de laquelle personne en son sein n'a été blessé, la maison d'hôte a dû fermer pendant

plusieurs mois afin de procéder aux réparations nécessaires. Grâce à une levée de fonds, au soutien de différentes ONG et d'amis, les trois femmes ont réuni environ 20 000 dollars pour financer les travaux.

Les touristes européens sous le charme

À la différence de nombreux acteurs du secteur du tourisme, Beit el-Laffé a pu compter cet été sur l'afflux de touristes étrangers, notamment d'Europe. Une clientèle qui semble se tourner facilement vers l'authenticité et le charme des maisons d'hôte libanaises plutôt que vers les « resorts » ou les hôtels classiques. En effet, le taux d'occupation tourne autour de 80 % depuis. « La part des touristes européens représente, elle, environ 70 %. Beaucoup d'entre eux viennent pour la première fois parce qu'ils ont beaucoup entendu parler de Beyrouth récemment et veulent se faire leur propre idée. Le Liban est aussi devenu une destination bon marché pour eux. On a aussi de nombreux Libanais nés à l'étranger qui ne sont jamais venus à Beyrouth et qui veulent se rapprocher de leurs racines après tout ce qui s'est passé. Notre chance aussi, c'est que nous avons eu très peu de coupures d'électricité dans la maison malgré les pénuries », ajoute Christine Abi Azar. Dans un autre registre, les trois amies ont acheté des terrains près de Kfour où elles projettent de se lancer dans la permaculture.

hodema
consulting services

Cet article, réalisé dans le cadre d'un partenariat avec Hodema Consulting Services, n'a aucune vocation promotionnelle. Ce rendez-vous hebdomadaire sera consacré au secteur de la restauration et de l'hôtellerie qui continue, malgré tout, de se battre.

Brève Liban

TÉLÉCOMS Le mazout nécessaire aux centraux téléphoniques sécurisé

Le ministre des Télécoms, Johnny Corm, a affirmé hier que du mazout pour alimenter les centraux téléphoniques « a été assuré pour le secteur des télécommunications et d'internet », alors que le directeur général de l'entreprise publique de télécoms Ogero, Imad Kreidiy, avait mis en garde jeudi contre un arrêt total d'internet dans

les télécoms « ont besoin de 5 millions de dollars mensuels, soit 10 milliards de livres libanaises » pour assurer les besoins en carburant des groupes électrogènes utilisés par les sociétés de téléphonies mobile et fixe au Liban, Ogero, Alfa et Touch. Un montant que la commission souhaite voir sécurisé par la BDL chaque mois. Par ailleurs, Johnny Corm a indiqué que les tarifications dans ce secteur restaient fixées en livres

se redresse, pied de nez au variant Delta

le président Joe Biden lors d'une conférence de presse. Le président américain a également appelé à « adopter » ses plans d'investissement, débattus au même moment au Congrès et censés assurer la croissance et l'emploi à long terme. Leur montant total d'un peu moins de 3 000 milliards de dollars est cependant bien loin de ses ambitions initiales.

« Les nuages se dissipent »

Les créations d'emplois, après avoir dépassé le million en juin puis en juillet, avaient ensuite ralenti à cause du variant Delta du Covid-19, moins cependant qu'initialement annoncé. Ainsi, en août, 483 000 emplois avaient été créés, puis 312 000 en septembre, selon des données révisées en hausse. « Les nuages qui planent sur le

marché du travail se dissipent », a salué Gregory Daco, économiste pour Oxford Economics. Au total, 18,2 millions d'emplois ont été recréés depuis mai 2020, mais il en manque toujours 4,2 millions pour retrouver le niveau d'avant la pandémie, lorsque le marché du travail était au meilleur de sa forme. Et cette amélioration cache de grandes disparités, puisque le taux de chômage est deux fois plus élevé pour les travailleurs noirs (7,9 %) que pour les travailleurs blancs (4 %). Les employeurs, paradoxalement, peinent toujours à recruter, et des millions de postes restent vacants dans les restaurants, usines, services de livraison, crèches... Car depuis le début de la pandémie, les rangs se sont clairsemés, entre les personnes qui craignent pour leur santé, les problèmes

persistants de garde d'enfants, ou encore les départs anticipés en retraite.

Le taux d'activité (les personnes qui travaillent ou cherchent un emploi), qui était de 63,3 % juste avant la crise, stagne désormais à 61,6 %. Il est « peu probable » qu'il retrouve son niveau antérieur, a récemment averti un responsable de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'économiste Ian Shepherdson, de Pantheon Macroeconomics, pense au contraire que « la plupart des personnes chassées du marché du travail par le Covid reviendront ». Il table sur plus d'un million de créations d'emplois pour novembre et décembre « si le taux de participation augmente ».

Julie CHABANAS/AFP